

Ecologie : combien de divisions. La lutte des classes au 21e siècle

Fabrice Flipo

Maître de conférences HDR / Philosophie sociale et politique, philosophie des sciences

Admin : Institut Mines-Telecom / TEM (9 rue Charles Fourier 91011 Evry)

Labo : Laboratoire de Changement Social et Politique (EA7335 - Paris 7 Diderot)

Le livre est le fruit d'une commande, par Espaces Marx, dans un contexte de recomposition à gauche – régionales, scission d'EELV etc. On m'avait demandé un livre sur les divergences en matière d'écologie, je me suis dit qu'un tel livre serait profondément ennuyeux, consistant en une longue liste de désaccords. Un tel livre ne serait pas propice à jouer le rôle attendu : faciliter les échanges.

Car les échanges sont difficiles. Et s'ils sont difficiles, c'est en raison des contradictions qui peuvent exister dans les positionnements politiques des uns et des autres. Quand le mouvement social s'arc-boute contre la libéralisation de l'électricité, les écologistes vote en grande partie contre EDF, et pour la libéralisation. Le cas est emblématique et significatif. En dépit d'une évolution positive depuis quelques années, sur les renouvelables et l'efficacité énergétique, la majorité des syndicats a refusé la perspective d'une baisse de la consommation d'énergie, lors des discussions autour de la loi sur la transition énergétique, à l'inverse des écologistes pour qui c'était l'inflexion-clé à obtenir.

J'ai donc proposé une méthodologie novatrice : construire un paysage sur fond duquel les positions des uns et des autres pourraient s'articuler. Les deux autres co-auteurs n'ont pas tout de suite vu l'intérêt de la démarche, mais ils m'ont laissé y aller. J'ai construit les $\frac{3}{4}$ du livre de cette manière. L'idée était de restituer un paysage dans lequel les trois auteurs pourraient se reconnaître, au sens où ils pourraient trouver les éléments qui leur semblent significatifs et importants. L'échelle spatio-temporelle devait être suffisamment vaste pour que les désaccords, qui sont souvent étroits, s'y trouvent minorés. Le paysage est donc celui de l'évolution de la France au cours du demi-siècle écoulé.

L'effet qui en résulte est celui-ci : chacun voit non seulement ce qu'il voit habituellement, mais il voit aussi ce que les autres voient. On sort alors de l'unilatéralisme des points de vue, moment nécessaire, sans lequel aucune convergence ne sera jamais possible. Chemin faisant d'ailleurs nous avons pu identifier 3 freins à la construction de points de vue de synthèse :

- la tendance de chacun à voir midi à sa porte, soit par exemple les écologistes à ne retenir d'une politique énergétique que son contenu en termes de GES, ou le syndicalisme à ne retenir que les effets possibles sur l'emploi existant. C'est l'image de la « pyramide de Grè », une pyramide à quatre couleurs, chaque individu devant chaque face pensant que la pyramide est entièrement de la couleur qu'il a devant les yeux, et étant incapable de changer d'avis tant qu'il n'a pas écouté les autres ou fait le tour de la pyramide
- les contradictions de l'engagement militant : le militant agit en fonction de ses convictions, il les défend et cette énergie est absolument nécessaire pour changer le monde. Mais le militantisme tend parfois à assécher la réflexion, au sens où remettre en cause certaines analyses, justifiant les convictions, ou certains répertoires d'action sont vécus comme des renoncements. De telles prises de recul sont pourtant nécessaires, à partir du moment où l'analyse n'est ni complète ni susceptible de convaincre d'autres mouvements. Plutôt que de remettre la question sur le métier la solution de facilité est d'accuser les autres de « faire le jeu » de l'adversaire, ce qui ne mène pas très loin car tous les mouvements sont susceptibles d'être accusés de la sorte... sauf les mouvements qui cumulent toutes les

critiques, le problème étant alors qu'ils sont ultra minoritaires, ce sont des groupuscules dont la taille s'explique par un processus d'exclusion plutôt que d'agrégation

- la tendance de chaque mouvement à penser qu'il existe une cause unique à toutes les difficultés (le capitalisme, l'Europe, le marché, la démocratie etc.), et que venir à bout de cette difficulté permettrait de tout gagner. C'est la théorie de la « balle en argent » : une seule suffit pour tuer le vampire. Le problème étant qu'il n'y a pas d'accord entre les mouvements ni sur le type de balle ni sur le vampire

Le petit dialogue au début du livre donne à voir ces enjeux sous une forme plus vivante. Ivan Touver jeune militant d'une ONG écolo discute avec Karl Garrouge, un syndicaliste chevronné. Qui connaît la question retrouvera sous une forme humoristique les échanges parfois passionnés entre ces deux types de militants.

La première partie du livre est donc constituée aux $\frac{3}{4}$ par ce paysage commun, qui se déploie en trois temps.

Un premier temps est consacré à l'agriculture et agroalimentaire, bref à la question de la terre. C'est est un enjeu central pour l'écologisme, beaucoup moins pour le syndicalisme ouvrier, pour de multiples raisons. La partie rappelle sous une forme synthétique les enjeux du secteur : aspects négatifs de l'agroindustrie, et de la grande distribution, vertus de l'agroécologie ou agriculture paysanne. L'enjeu de l'alimentation montre le poids des choix du consommateur.

Un second temps s'intéresse au fordisme et à ses évolutions. On y trouve à la fois l'optique écologiste (les Trente Glorieuses sont les Trentes Piteuses) mais aussi la dimension ouvrière, avec l'accès aux biens d'équipement, dans les années 50 et 60, puis la voiture dans les années 70. L'analyse montre aussi que les classes populaires, si elles s'équipent, ne voient pas le rapport capital-travail beaucoup s'améliorer, aussi leur consommation est-elle fortement chargée en carbone, puisque ce sont les produits les plus industrialisés qui sont les moins chers. Il y a peut-être moins de GES dans un sac Hermès que dans un sac Décathlon. Les modes de vie se sont massivement industrialisés (meubles etc.).

Un troisième temps focalise plus spécifiquement sur l'évolution des conditions de travail. D'une France fordiste fabriquant à peu près tout ce qu'elle consomme, dans des unités de production centralisées, où le patron arrive le matin et repart le soir, on passe à une économie tertiaisée à 82 %, où plus de la moitié de la valeur ajoutée par branche est réalisée dans la vente au consommateur final. Le salarié est dans une unité de projet soumise à des échanges flexibles avec d'autres unités du même genre, parfois situées à l'autre bout de la planète. La mondialisation est passée par là, elle a augmenté les responsabilités des salariés et en quelque sorte « cadrifié » les emplois, mais sans augmenter les salaires les moins élevés. Les dividendes ont pris le pas sur la part salariale, dans la valeur ajoutée.

Chaque partie est agrémentée de petits encadrés clarifiant les notions clé, ce qui permet à chaque lecteur d'avoir accès aux notions de base qui sont utilisées par les deux types de militants, syndical ou écologiste.

Les trois parties ne font pas complètement le tour, la santé et bien d'autres domaines ne sont pas abordés, il conviendrait de faire d'autres livres du même genre sur ces questions.

Le livre aboutit ainsi à cinq idées fortes, qui ressortent de l'analyse générale, en tant que le croisement des perspectives **augmente** la qualité de l'analyse, au lieu de la détériorer comme le pensent facilement certains militants, qui ne peuvent se départir d'un militantisme de tous les instants :

- il existe bien une classe moyenne, au sens où malgré des différences de revenus de l'ordre de 1 à 4, pour la partie de la population comprise entre les 15 % les plus pauvres et les 5 % les plus riches, les modes de vie sont similaires, aux vacances près. Dans cette tranche qui comprend donc environ 80 % de la population, tout le monde a une maison équipée, une ou deux voitures, vélo, télévision, espaces verts à proximité, école etc. Les écarts passent

dans la qualité : les riches ont soit une grande maison soit ils habitent dans les lieux où le foncier est élevé, ils ont une grosse Audi achetée neuve (les plus pauvres ont une Volkswagen d'occasion), leurs vêtements sont des marques connues achetées en boutique (les pauvres ont les copies) etc. Les vacances par contre sont un lieu où se marquent fortement les inégalités de classe, mais elles durent peu de temps et sont en partie invisibles

- les pauvres se sont enrichis mais leur consommation reste d'assez mauvaise qualité, en raison de l'effet décrit ; plus généralement si le fordisme mettait l'accent sur le revenu et la richesse économique et matérielle se pose la question d'autres formes de richesse, et de la qualité de vie
- les inégalités restent massives, la confiscation par les plus riches est très importantes, comme le montrent quelques calculs. Cet aspect disparaît trop dans le langage syndical sous le vocabulaire technique des « points » de « valeur ajoutée »
- le pouvoir de déterminer la vie bonne est faible, comparé aux politiques menées par les grands groupes pour convaincre les individus, au moyen du marketing
- il n'est pas facile de déterminer qui est le porteur de l'émancipation, du fait du pluralisme des dominations et des mouvements

De là nous pouvons aborder des questions plus difficiles, ces fameux désaccords qui étaient à l'origine de la commande. Nous en abordons 7 :

- privé ou public ? Pour les uns le privé c'est la concurrence capitaliste, mais pour d'autres c'est le pluralisme des choix et la possibilité d'alternatives, le public étant porteur, comme dans le cas de l'énergie, des politiques les plus capitalistes (en termes d'accumulation). L'intérêt pour les communs (ou : biens communs) ces dernières années peut s'expliquer par le souci de sortir de l'alternative entre privé et public. A l'évidence ce n'est pas encore très satisfaisant mais c'est une indication
- Les petits gestes ou la révolution ? Couper l'eau quand on se lave les dents, acheter bio etc : combien de fois les écologistes n'ont-ils pas été moqués quand ils évoquent ce genre de piste pour l'action. Pourtant les petits gestes existent aussi du côté du mouvement ouvrier : faire en sorte qu'un salarié signale un problème au syndicat, ou qu'il se mobilise pour une grève, aucun de ces engagements ne fait la révolution mais tous sont nécessaires. Le problème est plutôt une question de perspective : l'écologisme est ancré dans une critique de l'usage et va donc se focaliser sur cet aspect-là, pour remonter à des questions d'investissement, tandis que le mouvement ouvrier, ancré dans le lieu de travail et les conditions de travail, aura plus facilement tendance à prendre le sujet écologique directement sous l'angle de l'investissement. Mais comment investir si « la demande » (des consommateurs) n'est pas là ? Les petits gestes sont une étape incontournable, dans un cas comme dans l'autre
- Centraliser ou décentraliser ? Cette partie intégralement rédigée par Corinne Morel-Darleux procède essentiellement par des questions mais l'on pourrait risquer les hypothèses suivantes : et si l'attachement syndical à la centralisation était moins la péréquation que la mémoire fordiste ? N'y a-t-il pas un peu de confusion ? La décentralisation est vue comme l'équivalent territorial de la mondialisation et du démantèlement des entreprises. N'est-elle que cela ? Ne devrait-on pas renouer avec les traditions plus décentralisées de syndicalisme ?
- Un projet (économique) pour la France : les écologistes ont tendance à ne pas vouloir voir les usines, c'est l'impression largement partagée côté syndical. Construire un projet (économique) pour la France pour les prochaines décennies serait une manière de sortir des impératifs de court terme
- La science ou... la science ? l'opposition est moins d'être pour ou contre la science que de savoir quelle science, pour quels problèmes et avec quels outils. Pour le dire schématiquement le fordisme est encore à l'oeuvre côté syndical où l'on s'intéresse

fortement aux grandes réalisations industrielles, y compris les machines utilisées par la « big science ». Côté écolo on préfère la science « low tech ». Le débat est à construire sur ces bases-là

- Le capitalisme ou le productivisme ? Le capitalisme défini en termes de propriété privée des moyens de production apparaît évidemment pour le syndicalisme comme l'obstacle prioritaire qui est à lever pour qu'un changement se produise. C'est ce que vit le salarié tous les jours. L'écologisme de son côté a tendance à voir dans le marché un moyen de promouvoir des alternatives que les grands monopoles combattent, notamment les monopoles publics ou ex publics. Ce qui compte pour lui est moins le statut de la propriété que son usage. Il ne va donc pas facilement s'identifier à la solution par la critique de « l'anarchie capitaliste » et la propriété privée. Il va avoir tendance à penser que les syndicats, bien qu'étant critiques de la propriété privée, ne sont pas très sensibles à l'accumulation capitaliste, qui est bien une autre définition possible du capitalisme. L'anticapitaliste ne lui semble pas très anticapitaliste sous cet aspect-là. D'où la critique du productivisme, en tant qu'il désigne quelque chose de similaire mais un peu différent du capitalisme.
- Le travail, la nature, la valeur ou la richesse ? L'écologisme a le souci de faire reconnaître le travail de la nature, ce qui provoque un rejet du côté syndicaliste où l'on veut faire reconnaître le travail du salarié. On peut toutefois concilier les deux.

Dans la discussion plusieurs questions ont été soulevées :

- l'analyse ne tend-elle pas à fixer les positions des uns et des autres ? Les années 70 ont montré que des convergences étaient possibles, encore aujourd'hui dans certains mouvements sociaux

=> oui mais il ne faut pas surestimer ces moments de fusion, qui restent très limités, et l'étaient déjà dans les années 70. Si l'on veut réfléchir sur la grande masse des mouvements sociaux, et pas seulement sur les fusions exceptionnelles, on doit chercher à rendre compte sociologiquement de la situation.

- une sociologie bourdieusienne dirait que les classes populaires sont victimes de violence symbolique

=> ce n'est pas le vécu des personnes ni celles des syndicats. Il y a au contraire le sentiment d'une rétribution du travail *a minima* fourni, l'idée que le travailleur possède au moins le droit de jouir un petit peu de ce qu'il a produit. Ce n'est pas vécu comme une violence symbolique. Dès lors jusqu'où l'universitaire est-il en droit de faire ce diagnostic ? Entre une certaine violence symbolique véhiculée par la publicité, que nous avons évoquée et qui se trouve mise en avant par les écolos, et la reconnaissance des compétences du public, la ligne n'est pas facile à trouver. Les dénonciateurs sont souvent vus comme de petits bourgeois ayant le luxe de critiquer

- ne faut-il pas aller vers une démocratie économique ? Se dire qu'il faut transformer la base matérielle de l'économie ?

=> c'est à l'horizon des différents mouvements étudiés, mais précisément tout le problème est de savoir comment. Le livre aide un peu mieux à comprendre les perceptions des uns et des autres à ce sujet.